

**Discours de l'Envoyé spécial XIA Huang devant le Conseil de sécurité des Nations Unies**  
**12 avril 2020**

*[A vérifier au prononcé]*

**Monsieur le Président,  
Distingués membres du Conseil de sécurité,**

1. Je vous remercie de l'opportunité de présenter le dernier rapport du Secrétaire général sur la mise en œuvre de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la République démocratique du Congo (RDC) et la région.

2. Permettez-moi, tout d'abord, de réitérer mes sincères condoléances au peuple et au Gouvernement de la République-Unie de Tanzanie suite au décès du Président John Pombe Magufuli survenu le 17 mars dernier. J'adresse mes chaleureuses félicitations et mes vœux de succès à la Présidente Hassan, à l'occasion de son accession à la magistrature suprême.

**Monsieur le Président,**

3. Voici un an que le premier cas de contamination à la COVID-19 a été signalé dans la région. Depuis, près de deux millions de cas ont été recensés à travers les 13 pays signataires de l'Accord-cadre. Plus de 60 000 vies ont été perdues.

4. Je voudrais m'incliner devant la mémoire de toutes ces personnes et exprimer ma solidarité à l'endroit de celles qui subissent encore les conséquences néfastes de la pandémie, y compris les femmes, très largement affectées de façon disproportionnée.

5. Face à cette situation difficile, les gouvernements et les populations de la région continuent de faire preuve de résilience et de détermination. J'aimerais leur exprimer toute ma sympathie et toute mon admiration. Permettez-moi de féliciter les gouvernements de la région qui ont mis en place des programmes d'atténuation des effets négatifs de la pandémie, ainsi que ceux qui, grâce notamment au dispositif COVAX, ont entamé des campagnes de vaccinations. Ces campagnes ont, à ce jour, modestement permis d'administrer un peu plus d'un million de doses dans la région. J'invite les distingués membres de ce Conseil à poursuivre leur mobilisation en faveur d'un accès plus équitable et abordable au vaccin, y compris dans les zones de conflits armés, tel que préconisé par la résolution 2565 (2021) que le Conseil a adopté le 26 février dernier. Je réitère par ailleurs mon appel à la communauté internationale pour un appui continu aux pays de la région dans leur lutte contre la pandémie.

**Monsieur le Président,**

6. Malgré ce contexte particulièrement difficile, les leaders de la région ont maintenu leur engagement en faveur de l'Accord-cadre d'Addis Abeba, comme en témoignent plusieurs initiatives politiques, sécuritaires, judiciaires et économiques. Permettez-moi d'en mettre en lumière quelques-unes.

7. Sur le plan politique et sécuritaire, le Président Tshisekedi a poursuivi ses efforts à l'endroit de ses homologues des pays de la région, en particulier les Présidents Kagame, Museveni et Ndayishimiye, pour tenter de trouver des solutions concertées et durables à la question des groupes armés qui continuent à causer le chaos dans l'est de la République

démocratique du Congo. Je loue ces efforts et réitère mon engagement à soutenir les Chefs d'Etat afin que la région puisse venir à bout de ce fléau, avec l'appui de la MONUSCO et en collaboration étroite avec les autres institutions garantes de l'Accord-cadre que sont l'Union africaine, la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL) et la Communauté des Etats de l'Afrique australe (SADC).

8. Nous parviendrons à atteindre un tel objectif ambitieux si, au-delà des actions militaires en cours, nous travaillons également à la mise en place de dispositifs non-militaires dans le cadre d'une approche globale et coordonnée, ainsi que l'ont demandé les Chefs d'Etat de la région lors de leur Sommet du 20 novembre dernier. A cet égard, je suis heureux d'annoncer que les Garants de l'Accord-cadre appuient l'opérationnalisation du Groupe de Contact et de Coordination, regroupant notamment des experts civils et militaires des pays de la région, dont la première réunion devrait se tenir dans les prochaines semaines afin de développer avec plus de détails le paquet de mesures non-militaires ainsi qu'un programme d'exécution éventuel.

9. Toujours dans le cadre du renforcement de la coopération politique régionale, je voudrais également rendre hommage au Président Lourenço de l'Angola qui, avant sa prise de fonction à la tête de la présidence de la CIRGL en novembre dernier, s'était déjà engagé, aux côtés de son homologue de la RDC, pour rapprocher le Rwanda et l'Ouganda dans le cadre du processus quadripartite. Lors de ma dernière tournée dans la région, les principaux acteurs m'avaient tous assuré de leur ferme volonté de rester engagés dans ce processus. Compte tenu de cette volonté politique, j'encourage les Présidents Lourenço et Tshisekedi à poursuivre leurs efforts afin que ce processus arrive à bon port, et je réitère ma disponibilité à les accompagner au besoin.

10. De même, je souhaiterais encourager le Burundi et le Rwanda dans leurs efforts en vue d'une amélioration de leurs relations. Ces derniers mois, nous avons assisté à une série de gestes encourageants qui témoignent d'une volonté commune des deux pays d'aller de l'avant. Je pense aux rencontres entre les Ministres des Affaires étrangères, aux consultations entre les services de sécurité sur la sécurisation de la zone frontalière, ainsi qu'au retour de réfugiés burundais. Tout cela est de bon augure et je compte continuer à jouer ma partition, bien entendu avec le consentement des autorités, afin d'aider ces deux pays frères à consolider ces acquis et à lever tout obstacle dans la voie d'une normalisation définitive et sans réserve de leurs relations.

### **Monsieur le Président,**

11. En dépit de ces progrès, des défis subsistent dans la région, exacerbés par la COVID-19. Parmi les défis bien connus, je reste particulièrement préoccupé par le niveau de violence qui continue d'affecter la sécurité des individus, en particulier celles des femmes et jeunes, et d'entraver le plein épanouissement des communautés. La violence que continue de perpétrer les groupes armés est consternante. Nous devons y mettre fin, non seulement à travers les mesures fortes en cours, mais également par le recours à la justice. Je tiens ici à saluer les divers verdicts exemplaires pris ces derniers mois contre les chefs de groupes armés tant par les tribunaux nationaux en RDC que par la Cour pénale internationale.

12. Mais certains pays de la région ont malheureusement connu des élections émaillées elles aussi de violence, et conduisant à la perte de vies humaines. S'il est difficile de mettre fin à l'activisme des groupes armés, je suis en revanche convaincu qu'il n'est pas impossible de rêver d'une région des Grands Lacs débarrassée des affres de la violence électorale, à condition de s'en donner les moyens, en multipliant notamment des actions de prévention. J'appelle donc toutes les bonnes volontés à se mobiliser pour promouvoir un environnement serein, propice à la tenue

d'élections inclusives, libres et transparentes, dans le plein respect de la Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance.

### **Distingués Membres du Conseil,**

13. La région semble être résolument engagée dans la bonne voie pour s'attaquer aux défis sécuritaires, politiques, et économiques qui la minent. Il lui faudra cependant l'appui sans relâche de la communauté internationale. C'est précisément l'un des enjeux et objectifs principaux de la Stratégie des Nations Unies pour la consolidation de la paix, la prévention des conflits et le règlement des conflits dans la région des Grands Lacs élaborée par mon Bureau à la demande du Secrétaire général et transmise au Conseil de sécurité le 3 décembre dernier. En effet, la Stratégie compte tirer le meilleur parti des diverses entités onusiennes présentes dans la région pour mieux servir les populations et les pays dans leur quête de paix, de stabilité et de développement durable. Nous le ferons avec votre appui et la coopération des pays signataires de l'Accord-cadre, en gardant pleinement à l'esprit les exigences du triptyque humanitaire-développement-paix.

14. Dans cet esprit, je vais poursuivre mes engagements avec les pays et les organisations de la région, mes collègues Représentants spéciaux de la région, les Coordonnateurs résidents, ainsi qu'avec les experts et les organisations de la société civile, afin d'élaborer un Plan d'action de la Stratégie. Il s'agira ainsi d'identifier ensemble des actions prioritaires en tenant dûment compte non seulement des avancées en cours, des défis persistants, mais également des avantages comparatifs de chacun et surtout des besoins des pays de la région.

Monsieur le Président,

15. Dans les semaines à venir, en plus de l'élaboration du Plan d'action pour une mise en œuvre coordonnée de notre Stratégie collective, mon Bureau va se concentrer sur quelques tâches prioritaires que j'aimerais partager avec vous, avant de conclure.

16. Tout d'abord, je poursuivrai les bons offices du Secrétaire général afin d'appuyer les efforts de rapprochement et de dialogue politique en cours dans la région. Fort de l'engagement fructueux que j'ai eu avec les autorités des pays de la région, et fidèle à une approche patiente et discrète, je reprendrai mes consultations, en fonction de la situation de la pandémie.

17. Ensuite, nous allons, aux côtés des Garants de l'Accord-cadre et avec l'appui de la MONUSCO, apporter tout le soutien nécessaire à l'opérationnalisation du Groupe de Contact et de Coordination sur les mesures non-militaires. Par ailleurs, nous allons poursuivre un plaidoyer politique de haut niveau et mobiliser les ressources nécessaires afin de parvenir aux objectifs recherchés.

18. L'on ne saura régler définitivement la question des groupes armés, si l'on ne s'attaque pas, on l'a souvent dit, aux causes profondes de l'instabilité dans la région, et en particulier à l'exploitation illégale des ressources naturelles. Conscients de l'atout que celles-ci représentent pour le développement et la prospérité de la RDC et des autres pays de la région, nous devons donc, comme troisième priorité immédiate, réfléchir sur une approche innovante dans la lutte contre l'exploitation et le commerce illicites des ressources naturelles. A cet effet, mon Bureau compte organiser, en collaboration avec la CIRGL et l'Agence de coopération internationale allemande pour le développement (GIZ), un atelier régional de haut niveau ayant pour objectif d'élaborer un plan d'action régional de trois ans, axé sur une synergie accrue des interventions de tous les acteurs et des partenaires en faveur d'une gestion transparente des ressources naturelles dans la région.

19. Ces quatre priorités vont nous occuper dans les prochains mois. Il va sans dire toutefois que, conformément aux visées de la Stratégie régionale, mon Bureau restera pleinement mobilisé sur d'autres questions toutes aussi urgentes : l'appui aux efforts de relèvement de pays de la région ; la promotion des droits de l'Homme et la lutte contre l'impunité ; la mobilisation des organisations des femmes, parmi lesquelles le Conseil Consultatif Femmes, Paix et Sécurité, celles de la jeunesse aussi, en faveur des objectifs de l'Accord-cadre.

**Monsieur le Président,**

20. Je souhaiterais, pour conclure, exprimer ma profonde gratitude à l'ensemble des membres du Conseil de sécurité, ainsi qu'aux autres Etats et à la Commission de consolidation de la paix, qui n'ont cessé d'apporter un soutien financier et technique à mon Bureau en vue de l'exécution de mon mandat depuis ma prise de fonction en 2019. Je sais pouvoir encore compter sur vous dans la poursuite de notre objectif commun : une région des Grands Lacs pacifique, stable et prospère.

Je vous remercie.